

Nantes, le 7 juin 2023

Eolien *offshore* : à quand une grande ambition française ?

L'Etat vient de communiquer de premiers éléments concernant l'installation des nouveaux parcs éoliens en mer. L'information, comme souvent, se fait via des circulaires techniques et des fuites organisées dans la presse, en prenant un soin tout particulier à tenir les élus et les acteurs locaux aussi éloignés que possible des décisions.

J'ai toujours dit que j'étais favorable au développement de l'éolien *offshore*. Pas parce que la vue des éoliennes au large de nos côtes me réjouit – c'est même le contraire ! –, mais parce que c'est l'avenir énergétique de la France dont il est question. Et qu'en la matière notre retard sur nos voisins est absolument dramatique !

J'ai vécu, comme beaucoup de Français, l'humiliation de voir mon pays, ce grand pays exportateur, contraint d'acheter de l'électricité à l'étranger pour éviter le « black-out » cet hiver.

Je crois au développement du mix « nucléaire/renouvelables », et j'ai fait des propositions fortes en ce sens. Je sais pertinemment que les besoins en électricité vont exploser dans les décennies qui viennent, quoi qu'en disent les décroissants et les démagogues.

Je soutiens, en conséquence, l'objectif du Président de la République d'atteindre 40 gigawatt d'électricité verte issue de l'éolien *offshore* en 2050.

Je sais aussi – et les circulaires le confirment ! – que la façade atlantique va être particulièrement exposée. Je suis prête au dialogue, prête à m'engager, prête à prendre des coups, s'il le faut !

Mais je dis au gouvernement que s'il continue dans cette voie, qui consiste à livrer des chiffres que personne ne comprend, sans vision, sans ambition, sans stratégie, sans rien..., alors il va au-devant d'une opposition dont il n' imagine pas la portée localement.

Et c'est une présidente de région qui croit dur comme fer que la France doit avancer – et vite ! – sur le développement des énergies renouvelables, et en particulier de l'éolien *offshore*, qui le dit ! 40 gigawatt, c'est la puissance de 25 réacteurs EPR ! C'est en enjeu de souveraineté majeur pour la France.

Pourquoi personne ne le dit ? Pourquoi le gouvernement ne dit pas quelle est sa stratégie pour bâtir une filière *offshore* française, dont les retombées économiques et sociales, profiteront en priorité aux territoires littoraux ? Pourquoi ne parvient-il pas à nous rassurer sur l'éloignement maximal des installations de nos côtes que permet aujourd'hui la technologie ? Pourquoi les Belges et les Danois sont-ils capables de créer des « îles énergétiques » et pas nous ? Pourquoi cette ambition décisive pour notre avenir, pour notre industrie, pour nos emplois suscite autant d'inquiétudes et de réticences ?

Je le dis au gouvernement : il faut respecter les élus du territoire, dialoguer, concerter. Mais il faut aussi donner du souffle, de l'envie, de la force à cette révolution énergétique qui n'a pas son équivalent. Et qu'on en finisse avec ces discours technocratiques qui alimentent les interrogations et le mécontentement !

C'est l'avenir du pays qui s'invente maintenant !

Il n'y a pas beaucoup d'ambitions qui puisse nous fédérer : celle-ci en est une, saisissons-là !

CHRISTELLE MORANÇAIS

Présidente de la Région des Pays de la Loire